

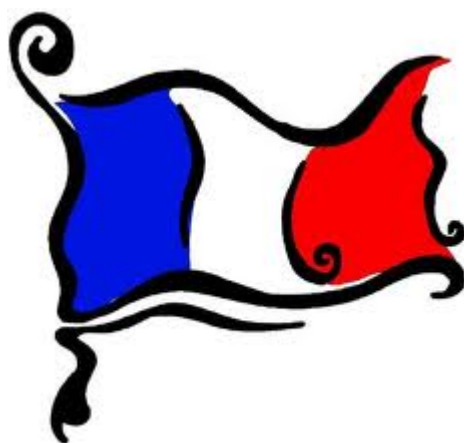


Extrait du ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article168>

APPEL des associations de défense et de promotion de la langue française

- Cahiers d'exigences -



Date de mise en ligne : samedi 21 novembre 2009

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

DÉFENDONS LA LANGUE FRANÇAISE, NOTRE BIEN COMMUN [1]

C'est l'alarme ! Les associations qui signent cet appel regroupent des démocrates de toutes sensibilités idéologiques.

Unanimes, elles dressent un constat angoissant du sort politique fait à la langue française en France. « Langue de la République » (art. II de la Constitution), le français est une condition du vivre ensemble national et républicain, et, selon les sondages récents, il est pour 80 % de nos concitoyens un des principaux piliers de l'« identité nationale ».

Or, le français est aussi gravement menacé chez nous qu'au Québec, en Afrique francophone, en Wallonie ou en Suisse romande. Il l'est moins par l'air du temps, contre lequel il pourrait se défendre seul, que par une politique linguistique menée surtout par de grandes entreprises françaises avec l'appui de milieux politiques, certes européens et transatlantiques, mais d'abord hexagonaux. Après Michel Serres, observant qu'« il y a plus de mots anglais sur les murs de Paris qu'il n'y avait de mots allemands sous l'Occupation », le linguiste Claude Hagège classe le français parmi les langues menacées dans son *Dictionnaire amoureux des langues*.

L'heure est donc venue d'appeler tous les citoyens à la résistance linguistique.

Nos associations en appellent au peuple français et à tous les francophones du monde, à tous ceux qui savent ce que la liberté, l'égalité, la fraternité, mais aussi la littérature, la philosophie, le droit et les sciences, doivent à la langue des Molière, Césaire, Verhaeren et Senghor.

LE VOL NOIR DU GRAND PATRONAT SUR NOS PLAINES

Depuis longtemps, on n'en est plus aux seuls emprunts massifs à l'anglo-américain : nombre de grandes entreprises s'emploient à basculer au tout-anglais une bonne part de leurs pratiques langagières : « Time to move ! » est le titre du programme de mutations que France-Teuleucom impose à ses salariés, ajoutant l'humiliation linguistique à l'effrayante dégradation de leurs conditions de travail. C'est aussi la mode - le « mood » - chez AREVA... Dans la distribution : Carrefour, Auchan... basculent leurs produits et enseignes à l'anglais de bazar, imités par des services publics comme la SNCF, la Poste ou Air France... Loin du programme du Conseil National de la Résistance, la devise du MEDEF n'est-elle pas « *ready for the future* » ? Sommet du « dialogue social » : c'est en anglais que les ouvriers de Continental-Clairoix, réunis dans leur cour d'usine, ont appris leur licenciement collectif ! Les choses sont déjà si avancées, tels les fromages forts, que des syndicats de diverses obédiences, CGT, CFTC, UNSA, CGC..., ont dû monter au créneau pour « défendre le droit de travailler en français en France », mouvement internationalisé en 2009.

Voyez aussi les travaux de la recherche scientifique française : des siècles après l'acte révolutionnaire de Descartes publiant en français le *Discours de la méthode*, ils sont devenus inaccessibles au citoyen ne maîtrisant que le français ou maîtrisant d'autres langues que l'anglo-américain. Passons sur la chanson, sur les pubs en anglais qui, aux heures de grande écoute, ciblent surtout les jeunes, les enfants... Que fait le CSA ?

QUI VEUT NOUS COUPER LA LANGUE DOIT AVOIR LE COURAGE D'AFFRONTER LE DÉBAT

On ne voit que trop qui sert cette politique d'anéantissement linguistique sous son emballage pseudo-moderne : elle sert cette partie privilégiée de la société qui, pas seulement à droite, a honte de son pays incurablement frondeur ; une « élite » qui n'hésite pas à désintégrer sa langue maternelle pour mieux intégrer l'élite mondialisée et ressembler à ses maîtres ! Les « gens de peu », pour leur part, nés en France ou venus d'Afrique francophone, sont voués à une discrimination linguistique plus forte que jamais. Quant à nos cadres moyens qui croient s'en tirer en ingurgitant le *Wall Street English* promu dans le métro parisien, le basculement au tout-anglais consacre leur aliénation dans un travail de plus en plus dévalorisé.

Face aux coups portés, le silence des autorités inquiète. Pis : des ministres approuvent ou annoncent diverses mesures de substitution de l'anglais au français, des petites classes jusqu'à l'enseignement supérieur. Ainsi la direction de Sciences-Po a-t-elle décidé que sa nouvelle antenne de Reims dispenserait tous ses cours en anglais. **Ainsi Mme Valérie Pécresse semble-t-elle chercher à extraire l'Université du champ de la loi Toubon.** Ainsi le chef de l'État annonce-t-il que des enseignements fondamentaux du second degré pourraient être dispensés « en langues étrangères » (traduisons : en anglais).

De cet arrachage linguistique, c'est peu dire que l'Union européenne, à laquelle ses textes fondateurs font pourtant obligation de défendre les langues et identités nationales, fait peu de cas. Au nom du libéralisme économique, son exécutif s'emploie même à démanteler toute protection juridique des langues nationales, au point que c'est le plus souvent de directives bruxelloises que se prévalent les décideurs français pour contourner la loi Toubon et le code du travail.

C'est pourquoi nous exigeons un grand débat national sur la place respective du français et des autres langues, pour que l'assassinat linguistique planifié ne puisse s'accomplir en silence et pour que le peuple souverain se saisisse de la défense de sa langue.

MOBILISATION LINGUISTIQUE ET RESPONSABILITÉ CIVIQUE

L'actuel gouvernement qui glose sur l'identité nationale va-t-il contribuer à enfermer le peuple français dans une langue unique imposée ? La défense de notre héritage linguistique implique une protection et une promotion actives de la langue française, de la diversité linguistique et de la francophonie, sur notre continent et dans le monde. Une politique est proposée dans nos sites. Parlons ici simplement de ses éléments fondamentaux pour revenir au bon sens : à l'école élémentaire ou au collège, asseoir d'abord un solide apprentissage des langues nationales en Europe, puis commencer celui de deux langues étrangères dont la première, selon la recommandation du professeur Hagège, serait autre que l'anglais ; réaffirmer le français comme langue de l'enseignement supérieur ; lui rendre droit de cité dans la recherche ; faire respecter par Bruxelles sa propre législation linguistique.

Notre appel s'adresse aussi aux espérantistes ; aux amis des langues régionales, vite éradiquées si la langue commune était marginalisée ; aux immigrés qui veulent continuer à parler la langue de leur pays d'accueil sans oublier celle de leur pays d'origine ; à nos compatriotes des DOM qui veulent parler français ET créole. Si une langue de portée mondiale comme la nôtre finissait par être supplantée sur sa terre natale, quelle autre langue, en Europe, pourrait résister au rouleau compresseur de l'anglo-américain ? Cet appel à la résistance et à la créativité linguistique de tous les francophones s'adresse aux citoyens et aux décideurs conscients de leurs responsabilités, aux salariés, étudiants, enseignants, entrepreneurs de base, qui font vivre le français en l'habitant au quotidien. Car, en marginalisant sa langue, c'est le peuple qu'en définitive on voudrait déloger de ses rêves.

Nous interpellons enfin avec gravité tous les écrivains, philosophes, enseignants, chercheurs, traducteurs et autres créateurs de francophonie, en France, en Belgique, en Suisse, au Québec et au Canada, en Afrique, et partout où notre langue est pratiquée et aimée : vous dont la langue constitue l'outil de travail et l'élément existentiel, entrez en résistance publique contre la langue unique ! Cinq siècles après Joachim du Bellay appelant à la « défense et (l')illustration » du français, faisons vivre notre langue et défendons-la contre la logique barbare de l'Argent-roi.

[1] Appel de diverses associations de défense de la langue française